Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2020)
Heft: 2

Artikel: De la démocratie à la géopolitique de la Turquie du Président Erdögan
Autor: Triaï, Chaouki
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-913855

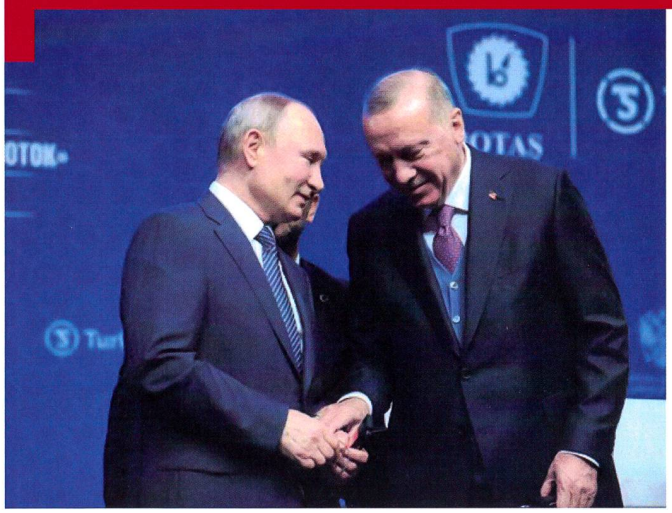
Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch



Les présidents russe et turc lors d'une rencontre internationale.
Toutes les photos via l'auteur.

International

De la démocratie à la géopolitique de la Turquie du Président Erdögan

Chaouki Triaï

Journaliste et universitaire, analyste des questions sécuritaires et géopolitiques

Une conférence-débat organisée par l'Institut du Monde Arabe et Musulman (IREMAM) et de la *Revue Moyen-Orient* avec Gérard Groc[1] sur le thème : *« La Turquie est-elle toujours une démocratie ? »* a eu lieu le 8 janvier dernier. Celle-ci s'est déroulée au café les 3C à Aix-en-Provence (France). Elle était animée par Vincent Geisser[2] et Guillaume Fourmont.[3] La Turquie et la Russie devaient ce même mois procéder à la mise en service du gazoduc TurkStream, dans une conjoncture de crise libyenne où ces puissances soutiennent les deux belligérants. D'un côté la Russie appuie les forces de l'armée nationale libyenne (ANL) du Maréchal Haftar, l'homme fort de Benghazi en Cyrénaïque. De l'autre la Turquie soutient le gouvernement d'union nationale (GNA) de Fayez el-Sarraj reconnu par la communauté internationale. Malgré les dissensions qui opposent la Russie et la Turquie, un accord est signé entre Poutine et Erdögan sur la Libye le 7 janvier alors que le 19 janvier se tenait, une conférence à Berlin sous l'égide de la chancelière Angela Merkel sur ce pays. Le spécialiste Gérard Groc fait une synthèse de ce qui semble s'apparenter à un retour en force de la Turquie du Président Recep Tayyip Erdögan tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

La Turquie est-elle toujours ou encore démocratique ?

Gérard Groc introduit son intervention en commençant par cette problématique. L'emploi du mot « toujours » pourrait-il signifier une continuité dans la durée et « encore » son synonyme dans ce contexte ? Rien n'est moins sûr. Pour G. Groc : *« La nuance est très fine entre les deux. (...). Pour moi, la réponse est très aisée parce que je peux dire oui, elle est démocratique et je peux dire non, elle n'est pas démocratique. Je peux le développer avec des arguments : le fait qu'effectivement on trouve des manifestations et des mécanismes démocratiques, mais je peux développer le contraire à peu près sur la même période. On peut trouver des processus non démocratiques. La Turquie est démocratique : les élections régulières se font de manière relativement ouverte et les résultats sont respectés. Quelquefois c'est l'opposition qui gagne. Cela est enregistré à l'intérieur de la vie politique. Dans ces élections il y a généralement plus de 80 % de participation. Ce qui représente, sur cinquante millions d'électeurs, une masse très importante. On constate la création de partis politiques (...) qui défendent explicitement un programme sur le retour de la démocratie, des libertés publiques et le respect de la règle de droit. Effectivement, ce sont des arguments ambivalents, car si on parle de ça, c'est qu'il y a un manquement de démocratie. »*

Le conférencier poursuit son argumentation sur l'aspect judiciaire. *« Je peux citer des arrêts de la Cour constitutionnelle qui tendent de plus en plus à disculper des inculpations. Elle prononce des non-lieux et annule des mises en accusations sous prétexte que les faits incriminés relèvent tout simplement de la liberté d'expression ou de pensée. »* Il prend l'exemple de l'AKP[4] : *« la Turquie est devenue un régime civil. Pendant longtemps les militaires ont été importants. Leurs poids s'exerçaient dans beaucoup de domaines. Avec Erdögan, la pression militaire directe s'est faite de plus en plus rare. Je pourrais également signaler certains blocs qui sont très critiques par rapport au gouvernent et nominalement sur Erdögan. »* A ce propos, il ajoute que sur l'aspect démocratique, le monde de la culture est partie prenante comme le montre : *« la*

1 Gérard Groc : enseignant-chercheur associé à l'IREMAM et spécialiste de la Turquie

2 Vincent Geisser : enseignant-chercheur à l'IREMAM/CNRS/ Sciences Po Aix et spécialiste en sciences politiques et sociologie

3 Guillaume Fourmont : enseignant et rédacteur en chef de la Revue *Moyen-Orient*. Il est diplômé de l'Institut français de géopolitique.

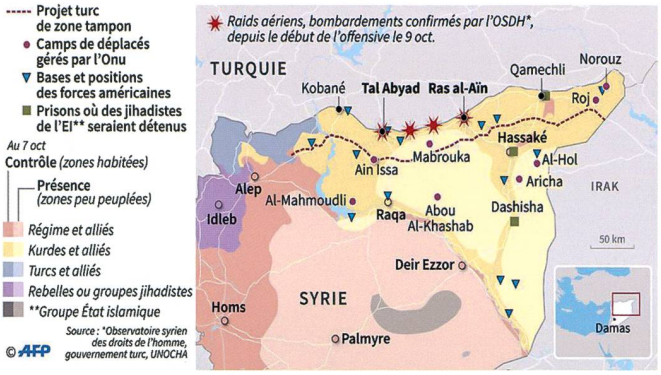
4 AKP (Parti pour la justice et le développement) est une organisation politique d'obédience islamo-conservateur au pouvoir depuis 2002. Erdogan a été désigné à la tête de ce parti, en 2017.

biennale d'Istanbul qui ne ménage pas ses critiques.» Si l'argument démocratique est manifeste en apparence, il n'en demeure pas moins que l'inverse l'est aussi.

Des arguments pour dire que la Turquie n'est pas démocratique

La démocratie se trouve écornée dans la Turquie d'Erdögan d'autant que celui-ci a échappé à un coup d'État, en 2016. L'orateur poursuit ses propos sur l'actualité récente: *«Elle n'est pas démocratique sans s'étendre sur la répression politique. De manière croissante, il y a des restrictions d'expressions politiques, des inculpations et des interdictions pèsent sur les médias. Il y a la non-égalité dans les expressions pendant les campagnes électorales. Du fait qu'il y a eu pendant longtemps un état d'exception et qu'aujourd'hui il y a un régime spécifique présidentiel de type turc (...) qui n'est plus démocratique. Il ne fait plus jouer les rouages de la démocratie. Ajouté à cela la litanie de toutes les incriminations contre les journalistes, les universitaires, les fonctionnaires... Plus récemment, ce qui est beaucoup plus caractéristique voire même choquant, ce sont les élections locales et municipales qui se sont tenues l'année dernière. Les élus des municipalités kurdes sont de plus en plus mis sous tutelle et invalidés régulièrement. (...) Sur soixante-cinq élus, trente-deux personnalités sont mises sous tutelle (...). On sait aussi la hargne, l'acharnement répressif du gouvernement (,,,) et une justice à la botte de l'injonction politique qui pratique l'injustice avec des procès qui traînent en longueur. Les instructions ne sont pas faites avec des procès expéditifs ou remis à plus tard sans explication. Il y a une pression pour placer les gens en détention. Il y a aussi l'élimination systématique du parti pro-kurde qui renvoie à quelque chose de beaucoup plus important au niveau de la privation des libertés, c'est-à-dire le traitement de la question kurde qui est une longue histoire et préoccupe l'AKP. La question est ambivalente à mes yeux.»* Il poursuit: *«On est focalisé sur la personnalité d'Erdögan qui est partout. On sait que les décisions émanent de lui. L'élaboration de la décision lui appartient et rien ne se fait sans son aval. Si on se pose la question de savoir que c'est Erdogan qui est le vecteur de l'absence de démocratie ou de l'autoritarisme depuis 2002, c'est aussi ambivalent malgré une période d'ouverture entre 2002 et 2006 que je considère comme une nécessité démocratique. L'ouverture démocratique était l'une des alternatives qu'Erdögan avait lorsqu'il est arrivé au pouvoir. Il a essayé de la jouer et ça n'a pas fonctionné. Il y a eu un revirement et un basculement du mode de gouvernance. On va de plus en plus et de manière progressive voir apparaître des contraintes, des restrictions et une accaparation du pouvoir. Est-ce que le pouvoir d'Erdögan est plus autoritaire que les régimes précédents (...)? Est-ce que la personnalité qui se met en avant ne ressemble pas à Mostafa Kemal?*[5]*»* On peut se poser la question.

5 Mostafa Kemal (1881-1938) surnommé Atatürk (le Père des Turcs) est un ancien chef d'État (1922-1938) de la Turquie qui succède à l'Empire ottoman.



Offensive turque en Syrie.

Explications historiques

Gérard Groc se livre ensuite à une analyse historique de la nature du régime. *«Il faut partir des propositions démocratiques au début et d'un basculement vers un régime autoritaire. L'une des premières explications, c'est de penser que la fermeture que pratique aujourd'hui le gouvernement d'Erdögan est proportionnelle à l'ouverture qu'il a voulu faire à ses débuts. C'est-à-dire qu'il y a une espèce de compensation entre les deux évènements. Il y a aujourd'hui dans cette restriction autoritaire la difficulté de gérer aussi les conséquences des mécanismes démocratisants mis en place au début. Je prends un exemple: les élections. La présence de l'AKP en est à la dix-septième élection en 17 ans. C'est très fréquent. C'est une espèce de rituel qui a ses utilités pour le régime, d'où sa répétition. Or, depuis 2015 les résultats commencent à être négatifs. Mais les élections sont maintenues. Il y a là aussi dans le maintien des élections, la nécessité de rééquilibrer les choses. Cela va accroitre la pression. Ces élections sont absolument indispensables pour le régime. Il est obligé, puisqu'elles deviennent négatives, de mettre en place des mécanismes de contrôle avant, pendant et après l'élection pour qu'elle ne soit pas défavorable ou pour qu'il arrive à récupérer et invalider les résultats comme il le fait pour les municipalités kurdes. Il y a une difficulté à gérer aussi les conséquences de l'ouverture. Je dirais la même chose pour l'Europe qui a été un élément moteur quand Erdögan a saisi le pouvoir (...) et où se sont greffés les flux migratoires. L'Europe continue à être le premier partenaire économique de la Turquie. Là aussi, il faut gérer cette distanciation que le régime prend avec l'Europe. Il y a aussi l'idée de la démocratie dont Erdögan a voulu se proclamer.»*

Pourquoi il y a eu une ouverture politique

L'expert donne ses explications: *«Pourquoi il a joué la carte démocratique? On peut citer quatre points. Premièrement: l'accession d'Erdögan au pouvoir résulte des élections. Il est donc obligé d'approfondir les éléments de sa victoire. Qu'il s'agisse des élections législatives, locales ou plus tard présidentielles. Les élections sont un processus irrécusable et irréfutable qui va avoir valeur de caution. C'est quelque chose*

Des chars *Léopard* 2A4 turcs effectuent une marche d'approche vers le Nord de la Syrie. Les écoutilles sont ouvertes et la tourelle bloquée; la mitrailleuse anti-aérienne n'est même pas montée.

qu'il est obligé de pratiquer. Deuxièmement: les élections sont une reconnaissance au niveau européen. La protection européenne a été très importante. La conversion européenne d'Erdögan dès 2002 a été très rapide prenant de court son ancien parti, ses partisans et l'action de tout son gouvernement, y compris les Européens. Il s'est prononcé pour une européanité tout à fait enthousiaste. C'était important sur le plan international mais aussi d'un point de vue militaire. C'était le moyen de stopper les velléités des militaires de réintervenir dans le jeu politique. Ce qui a eu lieu à plusieurs reprises. Troisièmement: il fallait asseoir son pouvoir pour contourner l'Etat républicain laïc, bureaucratique et modernisant. C'est l'Etat qui a finalement bousculé toutes les masses traditionnelles de la Turquie. Il a spolié, le pouvoir, mis en place ses élites, érigé ses propres règles (...) et mis à l'écart les masses paysannes, rurales sans s'en occuper. Quatrièmement: c'était jouer sur la pluralité sociale. A partir du moment où l'on contourne l'Etat central, il était intéressant de fonder le pouvoir sur une autre base et d'essayer de créer une culture politique de la périphérie, mais qui ne prenne appui ni sur les institutions existantes, ni sur les circuits partisans d'Erdögan que l'élection 2002 a laminé. Il s'agissait de trouver appui sur de nouvelles alliances (...) ce qu'il a appelé le consensus social. L'équilibre et l'harmonie allaient naître au sein même de la société. Celle-ci renonçant à se référer à l'Etat central, était alors capable de construire de nouvelles bases sur l'idée de la pluralité sociale que sont les différentes identités: groupes, ethnies, diversités linguistiques et confessionnelles. Erdögan voulait miser sur le fait que le régime devait s'ouvrir sur une latitude de tolérance vis-à-vis des personnes croyantes et des religieux qui avaient été boutés par le régime laïc. Il a voulu s'assurer du non retour des militaires.»

Le spécialiste explique que *«des arguments font qu'Erdogan s'est converti aux critères de Copenhague et les met en place en Turquie. Il a fait des concessions importantes en 2004 avec un référendum sous l'égide des Nations unies et à Chypre, en abandonnant cette position crispée nationaliste d'une Chypre turque. L'ouverture sociale a eu lieu assez rapidement. On peut aussi parler d'une ouverture Alévi. Les Alévis forment un groupe venant d'un chiisme non iranien beaucoup plus sécularisé, mais qui se trouvent stigmatisés par la société sunnite. Ils restent relativement méfiants et réservés par rapport au pouvoir central venant d'un parti politique avec un discours fort religieux. Erdögan a tenté cette ouverture. En 2009, se met en place un long processus d'ouverture vers les Kurdes. C'est le premier appareil gouvernemental qui parle d'une diversité sociale, d'une injustice faite aux Kurdes et d'une nécessité de réhabiliter leurs droits avec l'accès à leur culture, langue... Au sujet des Alévis, Erdögan a parlé de génocide. Un mot difficile à prononcer en Turquie toujours en souvenir des Arméniens. La carte démocratique est jouée pour différentes raisons par Erdögan.»*

Et puis les choses vont mal évoluer

Mais si l'arrivée d'Erdögan à la tête de son parti et ensuite à celle du pays était prometteuse, il n'en demeure pas moins que l'aventure démocratique a été de courte durée. En effet, comme le souligne, l'expert *«il va y avoir des contrariétés. La première vient de l'invasion américaine de l'Irak* (janvier 1991) *et de la demande de pouvoir profiter de la frontière nord pour l'envahir, ce que le Parlement a refusé. Cela a constitué un premier achoppement. Bien entendu, la Turquie n'était pas à même de refuser sa participation à l'invasion américaine et de se désolidariser de l'action. Les choses se sont faites de manière crispée. Mais l'autre contrariété vient de l'Europe qui, en décembre 2004, accepte le principe d'une adhésion de la Turquie au partenariat européen. En 2005, elle fait un référendum dans toute l'Europe. Une Europe dont on sait qu'elle ne doit pas ressembler à la Turquie (...) et, finalement, la porte se ferme. Il y a eu aussi un choc intérieur. En effet, après une législature qui s'est relativement bien passée, en 2007, il y a des élections législatives et présidentielles. Là, il y a un blocage de la situation. Les groupes sociaux, la presse, l'armée, les universités... tout le monde se mobilise contre l'idée qu'Erdögan puisse gagner les élections et enlever la présidence de la république. A partir de ce moment-là, il y a de sa part des manipulations de l'élection présidentielle qui ne va pas se tenir. En revanche, les élections législatives vont lui permettre de gagner la présidence. Dès lors, il y a un processus de polarisation qui va intervenir. Erdogan circonscrit son camp et l'engage dans la lutte contre l'autre camp. Il y a un affrontement qui se met en place et il n'y aura pas de reconciliation. Sur le terrain les choses ne se feront pas. Il y aura plusieurs phases dans cette guerre. Il y a la mise au pas de la presse, des universitaires, des militaires et des juges en 2009-2011. La période se conclut par des élections législatives en 2011, la troisième remportée de nouveau par Erdögan, ce qui était inédit en Turquie mais sans toutefois dépasser pas les 50%. Il assoit son pouvoir et sa prééminence sur le système politique.»*

Gérard Groc complète cette analyse. *«Cette guerre contre ces bastions du régime républicain kémaliste, les vieilles mentalités modernisantes et laïcistes, il l'a faite avec le groupe religieux de Gülen qui a fourni toute la logistique intellectuelle: juges, analyses et la contre-*

presse (...). Si j'en parle, c'est qu'en 2013,-2014, les choses ont changé. Dans ce groupe, Erdögan a été mis en accusation et il y a eu une scission interne. Cette série de contrariétés fait que sa position politique et sa manière de faire, toujours au niveau des élections, vont changer. Cette polarisation politique fait que l'opposition se fait très rapidement. On étiquette les différentes options politiques et on n'intervient que dans une relation polémique pour ou contre. Ensuite, Erdögan va mettre en place et concrétiser un peu plus cet autoritarisme : c'est l'idée d'un régime présidentiel. Le régime tel qu'il fonctionne ne lui va pas. Mais c'est surtout le contrôle des institutions. Lors de sa première législature 2002-2007, il a promis plusieurs réformes qui ont toutes été bloquées. Il y a eu obstruction et une hargne de la part d'Erdögan. Elles ont été empêchées par le jeu des institutions. Le régime présidentiel s'est alors renforcé puisque avec les élections de 2011, il est assuré de sa prééminence politique. Il va proposer une simplification de la gouvernance avec efficacité et rapidité, en évitant des atermoiements des débats parlementaires, des commissions et des oppositions partisanes. En somme, la création d'une nouvelle Turquie. A cette époque-là, on parle encore de la question kurde. Une question qui va devenir très importante parce que c'est elle qui va percuter de plein fouet cette idée de présidentialisation. La question kurde est typiquement la question qui pose la problématique de la démocratie, c'est-à-dire la reconnaissance d'une altérité et des libertés des moyens d'expressions de cette population. (...) Cela demande des articulations que le régime d'Erdögan ne peut pas donner. Ce qui le menace de perdre dans les différentes élections. (...) Le problème de la présidentialisation peut se régler de deux manières : par un référendum ou un changement de constitution. Mais une autre contrariété va intervenir en 2013 avec un soulèvement auquel le gouvernement d'Erdögan ne sait pas répondre. Fin 2013, le groupe de Gülen se retourne contre lui très méchamment. (...) Erdögan va réagir très fort par la répression pour essayer d'épurer tous les éléments qui ont pu se retourner contre lui. »

Tentative d'un coup d'Etat : L'été 2016

Dans toute la panoplie des moyens que peut utiliser Erdögan pour s'assurer les pleins pouvoirs et diriger d'une main de fer les destinées de la Turquie, le Président n'est pas en reste. Quand bien même il a oeuvré à écarter l'institution militaire de la gestion des affaires politiques, Erdögan n'est pas à l'abri d'une menace potentielle. Pour preuve, la tentative de coup d'Etat qui s'est déroulée du 15 au 16 juillet 2016. Il aura fallu trois jours au régime d'Erdögan pour y mettre un terme. L'expert G. Groc se demande comment ce coup d'Etat a été organisé. Selon lui,: *« apparemment, le groupe Gülen et l'armée se retrouvent être les deux instigateurs. Mais Erdogan déjoue cette tentative. À partir de ce moment-là, 1) il avance beaucoup plus vers l'autoritarisme, puisqu'on déclare l'état d'exception et que les décisions se font par décret-loi, 2) il y aura une traque très pointilleuse de tout le personnel politique. On va créer un amalgame avec une simplification de l'argumentation. Tout est terrorisme : tous ceux qui ont soutenu Erdögan et ont pris position contre le coup d'Etat sont des démocrates. Les autres sont des terroristes. On met tout dans un même panier. Erdögan va se mettre en scène et user de toutes les outrances ou les exagérations qu'il peut. Il faut dire qu'Erdögan est né dans le quartier des voleurs et qu'il a gardé dans sa biographie l'idée de chef de bande. Il développe un style politique dominé par l'électoralisme. Tout le monde parle des propositions d'Erdögan. Son style direct s'intensifie qui joue beaucoup avec cette image d'un autoritarisme en ce sens que l'invective et l'interpellation durent. Il y a l'élimination de toutes les sources concurrentes et oppositionnelles. On fait taire les universitaires, les journaux, on ferme les chaînes de télévision, on met en taule les grands leaders et ténors de l'expression publique. On impose une puissance capable de brider la vie publique. »*

Le travail sur l'idéologie

Après avoir décrit les processus historiques de cette prise de pouvoir, le chercheur ajoute l'élément idéologique qui est un facteur important. *« L'idéologie, c'est le fait qu'Erdögan va développer, à travers son système présidentiel, l'idée selon laquelle la démocratie est un système qui ne fonctionne pas. Il ne permet pas les réformes. C'est essentiellement un modèle occidental avec des promesses non tenues. Des grands principes que les Européens sont les premiers à bafouer. La démocratie parlementaire n'a finalement pas fonctionné en Turquie. Elle n'a pas évité les crises et les coups d'Etat militaires. Au final, il n'y a que des gouvernements de coalition qui étaient hésitants à élaborer des politiques. Donc, ce qui est important pour lui, c'est l'idée de lien du pouvoir politique avec le peuple et la souveraineté populaire. C'est pour cela qu'il a opté pour l'élection présidentielle au suffrage universel. Pour lui, il faut que la volonté populaire soit exprimée. Par contre, dès qu'elle a été exprimée au niveau des élections, elle est captée par le chef qui devient l'incarnation de la volonté populaire, qui sait la saisir et l'interpréter. Il est par conséquent complètement représentatif et légitime. Il puise le pouvoir du peuple qui est la ligne politique qu'il doit suivre. Il est responsable et cohérent. Il n'a pas besoin de tous les intermédiaires qui détournent le lien direct »* entre lui et le peuple. Ainsi, un régime présidentiel de type turc va être mis en place par le référendum de 2017. Erdögan témoigne d'une aversion pour les intermédiaires. L'orateur donne une dernière explication sur l'aspect autoritaire. Il souligne *« l'aspect d'une société segmentée qu'est la Turquie avec ses identités multiples qui ont toujours vécu dans un affrontement et qui n'ont jamais trop développé l'argument de la démocratie. La Turquie n'est pas tellement en demande de démocratie. »* Ce qui donne à Erdögan la possibilité de jouer avec ces oppositions. Sa dernière immersion dans la crise Libyenne décidée par lui a surpris tout le monde, y compris son allié Russe. La situation est encore plus confuse après la récente attaque de l'armée syrienne sur des postes de l'armée turc dans le nord-ouest de la Syrie dans la région d'Idleb faisant des morts des deux côtés.

C. T.